

Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.)

Le pouvoir adjudicateur :

**Syndicat Mixte Ouvert Gers Numérique
81 route de Pessan
BP 50546
32021 AUCH CEDEX 9**

F003

**Fourniture de matériel informatique à destination des 6 écoles gersoises
retenues pour l'appel à projets « Ecoles numériques innovantes et ruralité »**

Procédure adaptée en application de l'article L2123-1 du Code de la Commande Publique

SOMMAIRE

Article 1 – Objet de la consultation

PARTIE I : Clauses techniques

Article 2 – Etendue de la consultation

Article 3 – Caractéristiques des équipements

Article 4 – Prestations liées aux équipements

4.1 Garantie

4.2 Livraison

Article 5 – Installation au sein des écoles

PARTIE II : Clauses administratives

Article 6 – Pièces contractuelles

Article 7 – Prix

7.1 Forme du prix

7.2 Modalités de variation du prix

7.3 Application de la TVA

Article 8 – Règlement des comptes

8.1 Mode de règlement

8.2 Rythme de règlement

8.3 Présentation des demandes de paiement

Article 9 – Pénalités

9.1 Pénalités de retard

9.2 Autres pénalités diverses

9.3 Application des pénalités

Article 10 – Clause de financement et sureté

10.1 Assurances

10.2 Intérêts moratoires

Article 11 – Réception et achèvement de la mission

11.1 Réception

11.2 Achèvement

Article 12 – Dérogation aux documents généraux

Article 1 : Objet de la consultation

Les stipulations du présent document concernent les prestations désignées ci-dessous :

Fourniture et installation de matériel informatique à destination de 6 écoles gersoises retenues pour l'appel à projets « Ecoles numériques innovantes et ruralité ».

PARTIE I : CLAUSES TECHNIQUES

Article 2 : Etendue de la consultation

La présente consultation concerne :

Liste 1, pour 6 écoles :

- 6 VPI
 - 5 tableaux blancs triptyques
 - 1 tableau blanc fixe
 - 46 tablettes élèves
 - 4 bornes wifi
 - 6 portables enseignants
 - 5 visualiseurs G5 Ziggi HD + kit de base
 - 36 robots Bluebot
 - 42 robots Thymio Wireless
 - 36 clés bluetooth
-
- installation du matériel, mise en service et extension de garantie

La fourniture de la documentation de chaque modèle livré, rédigée en langue française, est impérative. Chaque équipement nécessitant des piles doit être fourni avec 1 jeu de piles pour assurer son fonctionnement.

Article 3 : Caractéristiques des équipements

Pour chaque équipement proposé, le candidat doit :

- proposer une extension de garantie de 2 ans (3 ans en tout), avec délai de réparation ou de remplacement sous 30 jours
- fournir un descriptif technique français de l'appareil
- proposer différents accessoires et extensions possibles.

Liste 1 :

- 3 vidéo projecteurs interactifs, avec kit de fixation murale ou plafond et câblage HDMI et USB ou RJ45 vers le PC enseignant, diagonale comprise entre 80 et 105 pouces, hauts parleurs intégrés 16W, luminosité supérieure à 2700 lumens, focale très courte à ultra courte
 - 6 portables enseignant avec caractéristiques techniques à minima : processeur i5, RAM 4Go, résolution et format d'écran en adéquation avec le VPI, écran 13" au moins
 - 4 bornes wifi supportant au moins 15 connexions simultanées
 - 5 visualiseurs à caractéristiques similaires au G5-Ziggi HD + kit de base
 - 42 Robots Thymio II Wireless
 - 36 Robots BlueBot
 - 36 clés bluetooth
 - 5 tableaux blancs triptyques
 - 1 tableau blanc fixe
 - 46 tablettes élèves
- installation du matériel, mise en service, extension de garantie de 2 ans (3 ans au total ; avec délai de réparation ou de remplacement sous 30 jours)

Article 4 : Prestations liées aux équipements**4.1. Garantie**

La garantie des équipements proposés sera une garantie « retour atelier » de 3 ans.
Le candidat explicitera clairement les conditions de la garantie.

4.2. Livraison

Les équipements seront livrés et installés directement au sein des établissements scolaires situés sur les communes gersoises de la liste qui sera communiquée après attribution.

Article 5 : Installation des équipements au sein des écoles

Un bon de commande par site d'installation sera adressé au titulaire du marché. Les équipements doivent être opérationnels et fonctionner correctement au plus tard **le lundi 2 septembre 2019** après la réception du bon de commande.

Le titulaire fera son affaire des emballages et du transport des équipements. Le site scolaire devra être remis en ordre une fois l'installation réalisée.

Le titulaire devra informer le Syndicat de la date prévisionnelle de livraison et installation des équipements, afin de coordonner la visite avec les équipes municipales et éducatives de l'école concernée. Une fois l'installation terminée, un processus de vérification des installations sera réalisé.

Suite à ce contrôle, un PV de réception sera adressé au titulaire avec ou sans réserve.

Le candidat doit fournir dans son offre :

- l'agrément obtenu du ou des fournisseurs des équipements pressentis ;
- les modalités d'installation, en précisant la durée moyenne pour chaque équipement ;
- un calendrier prévisionnel global sur la période octobre et novembre 2018.

PARTIE II : CLAUSES ADMINISTRATIVES

ARTICLE 6 – PIÈCES CONTRACTUELLES

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- ✓ L'acte d'engagement et son BPU annexé
- ✓ Le cahier des clauses particulières (CCP) et ses éventuelles annexes ;
- ✓ Arrêté du 30 mai 2012 relatif à la composition du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC)
- ✓ L'offre technique du candidat

ARTICLE 7 – PRIX

7-1-PRIX

Les acquisitions faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires.

7-2-MODALITES DE VARIATION DES PRIX

Les prix du présent marché sont fermes et, puisque la durée du marché est supérieure à trois mois, ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques connues et publiées en juin 2019. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

Les prix sont fermes jusqu'au 30 août 2019 et mis à jour à partir du 1^{er} septembre 2019. L'actualisation s'effectue en multipliant les prix par le Coefficient d'actualisation (Ca) calculé selon la formule suivante :
$$Ca = 0,85 \times (I_n / I_o) + 0,15 \times (S_n / S_o)$$

dans laquelle

I_o est la valeur de l'indice A17C3 au mois zéro (Référence FB3AC3000 de l'INSEE),

I_n la dernière valeur de l'indice A17C3 publiée à la date de mise à jour,

S_o est la valeur de l'indice ICHTrev-TS au mois zéro (Référence de l'INSEE),

S_n la dernière valeur de l'indice ICHTrev-TS publiée à la date de mise à jour,

Ca est le Coefficient d'actualisation des prix.

7-3-Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des règlements sont calculés en appliquant les taux de T.V.A en vigueur à la date du fait générateur de la T.V.A.

ARTICLE 8 -REGLEMENT DES COMPTES

8-1-Mode de règlement

Le délai global de paiement ne pourra excéder **30 jours**.

8-2-Rythme de règlement

Une avance pourra être demandée dans les conditions de l'article R2191-4 du Code de la Commande Publique, sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement. Le délai de versement d'une avance court à partir de la notification du bon de commande.

Cette avance est égale à 5% du montant initial toutes taxes comprises du bon de commande, puisque le délai d'exécution du marché n'excède pas 12 mois. Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues à l'article R2191-11 du Code de la Commande Publique. Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% du montant TTC du bon de commande.

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'un acompte et d'un solde établis selon l'article 11 du CCAG TIC, dans les conditions suivantes :

- 80% lors de la notification du PV de réception avec réserve ;
- Le solde lors de la notification du PV de réception sans réserve ou du PV de levée des réserves.

Si la réception est sans réserve, le titulaire peut demander directement la totalité du montant du bon de commande, sans acompte.

8-3 Présentation des demandes de paiement

Le titulaire émettra une facture par bon de commande c'est-à-dire par site d'installation. La demande d'acompte et du solde fera apparaître, par site d'installation :

1. Le montant, éventuellement rectifié par le pouvoir adjudicateur, figurant au projet de décompte adressé par le titulaire ;
2. Le montant en prix de base et hors TVA, du au titre de la mission ;
3. Le montant, en prix de base et hors TVA, de l'état d'acompte ;
4. Le montant, en prix de base et hors TVA, du solde qui est égal au poste 2 du présent décompte diminué du poste 3 ci-dessus ;
5. L'incidence de la TVA ;
6. L'incidence éventuelle du remboursement de l'avance ;
7. Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au titulaire en application des dispositions de l'article 9 du présent CCP.

ARTICLE 9 - PENALITES

9-1-Pénalités de retard

En cas de non-respect des délais prescrits à l'article 5, par dérogation à l'article 14 du CCAG TIC, il sera appliqué une pénalité de retard de 100€ HT par jour calendaire de retard.

9-2-Autres pénalités diverses

En cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé, l'entrepreneur subira une pénalité de 1/50 du coût HT du marché, plafonnée au montant des amendes encourues par application des articles L.8554-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du Travail.

9-3-Application des pénalités

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard. Le nombre de jours de retard est obtenu par différence entre la date d'installation des équipements et la date limite mentionnée sur chaque bon de commande.

ARTICLE 10 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

10-1-Assurances

Le titulaire devra justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les conséquences

Fourniture de matériel informatique à destination des 6 écoles gersoises retenues pour l'appel à projets
« école numérique et ruralité »

Page 6/7

pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis à vis des tiers et du Maître d'Ouvrage à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels causés par l'exécution des prestations, objet du présent marché, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

En cas d'absence de cette attestation dans le délai imparti, une pénalité de CENT Euros (100 €) par jour de retard lui sera appliquée.

Le défaut d'assurance en responsabilité civile entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

10-2-Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus par le Code de la Commande Publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Le taux applicable pour le calcul des intérêts moratoires est "le taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectué avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours de laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir majoré de 8 points." Par ailleurs, en cas de retard de paiement, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement s'ajoute systématiquement aux intérêts moratoires précités.

ARTICLE 11 – RECEPTION ET ACHEVEMENT DE LA MISSION

11-1-Réception des éléments de mission

Un PV de réception pour chaque site sera adressé au titulaire avec ou sans réserve, après vérification des installations.

11-2-Achèvement de la prestation

La mission est réputée achevée à la notification du dernier PV de réception sans réserve ou du dernier PV de levée des réserves.

ARTICLE 12 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCP sont apportées aux articles correspondants du CCAG-TIC :

Dérogation à l'article 3.8 du CCAG par l'article 5 du CCP

Dérogation à des articles 11.5 à 11.7 du CCAG par l'article 7 du CCP

Dérogation au chapitre 6 du CCAG car pas de maintenance